



## Au sommaire de ce numéro

La mort d'un homme. (article du Monde signalé par Bernard Blavette).....	2
Radia Kout est partie. L'école a des sous pour le privé, pas pour le public. Conte.....	3
Le projet européen sera-t-il remis en question ? (notes de lecture de MC Desaulty) .....	4
« Je pense donc je suis » (JeanQuebre). La raréfaction de l'eau .....	5
Agenda –Organisation.....	6

## Ecole : des retours en arrière préoccupants

### IMPORTANT

**Il est encore temps de renouveler votre cotisation à ATTAC... et d'inciter vos amis à adhérer.**

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.  
*Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.*  
De trois lignes à une page.

Le prochain numéro paraîtra le **15 juin** : à vos plumes ! N'attendez pas le dernier moment...

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer. **Diffusez, par courriel ou sur papier...**

**Nous sommes subrepticement en train de changer de modèle d'école.** Les réformes menées par Valérie Pécresse et Xavier Darcos en sont une illustration. Elles sont le résultat logique des transformations idéologiques que la France a connues depuis une vingtaine d'années. Traditionnellement, le rôle de l'école est triple : former l'homme, former le citoyen, former le travailleur. Or depuis le dernier quart du 20<sup>ème</sup> siècle, nous assistons à une réduction du système éducatif à la seule fonction professionnelle. Oublié, le rôle de l'éducation dans la construction d'une nation. Mises au placard, l'ambition humaniste issue de La Renaissance et des Lumières, et la dimension émancipatrice du savoir.

**Cela commence dès l'école élémentaire** où est introduite dans les années 80 la logique managériale d'évaluation des compétences, avec les mêmes types de tableaux de bord technocratiques que ceux qui servent à évaluer les travailleurs. Auparavant, l'évolution de l'enfant et son instruction étaient évidemment observées. On évaluait l'acquisition des connaissances, lesquelles avaient d'abord pour but la formation de l'esprit et du corps. Désormais, les repères pédagogiques sont ceux de l'opérationnalité. On demande à l'enfant d'être opérationnel, c'est-à-dire de traduire immédiatement ce qu'il a appris par une production, par un savoir-faire, par le maniement d'outils. L'enjeu n'est plus l'intelligibilité du monde, la compréhension de l'espace, du temps, du rapport aux autres dans une dimension réflexive.

**Cela se poursuit dans l'enseignement secondaire** où toutes les compétences sont définies par leurs finalités professionnelles, du maniement de l'outil informatique à l'apprentissage d'une langue. Pourtant, une langue, c'est beaucoup plus qu'un simple outil de communication, c'est une ouverture vers une culture, une façon de penser différente de la sienne. L'utilitarisme dominant, à quoi cela sert de lire le *Discours de la méthode* en terminale ? La philosophie, ne serait-ce du temps perdu puisque cela ne "sert" qu'à apprendre à penser... On va jusqu'à dire au jeune que, s'il doit apprendre, ce n'est pas pour la collectivité, mais uniquement par rapport au rendement personnel que les compétences qu'il aura acquises à l'école lui donneront plus tard en termes de situation professionnelle et de revenus. Comme c'est exaltant, ce modèle de réussite où une existence réussie est celle où l'on gagne de l'argent ! Comme c'est motivant !

**Autre signe inquiétant: la publicité entre dans les établissements scolaires,** que ce soit sur des panneaux publicitaires placés à l'intérieur même des écoles ou par des jeux comme les *Masters de l'économie*, jeu de la banque C.I.C. où le jeune apprend à jouer en Bourse. Inutile de souligner que le jeu insiste sur l'aspect valorisant de la Bourse (possibilité d'être le plus malin et de gagner un maximum d'argent) et ne fait aucune allusion aux dégâts du système boursier sur l'économie et la vie des gens. Ce type de pratique est permis en France par une circulaire de 2001 (merci Jack !). Ce *Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire* incite les établissements, en toute « autonomie » dirait-on aujourd'hui, à contracter des partenariats avec des entreprises. Lorsqu'on lit bien le texte de la circulaire, on distingue nettement, par-delà les grands principes réaffirmés, un glissement périlleux. Ainsi, l'exigence de « neutralité scolaire » (indépendance vis-à-vis du pouvoir financier ou économique) devient une simple exigence de « neutralité commerciale » (libre concurrence entre les entreprises).

**Ce basculement atteint aussi l'enseignement supérieur et la recherche** où des résultats immédiats sont demandés. Est jugée trop peu rentable, la démarche longue et un peu aléatoire de la recherche, sans laquelle il n'y aurait pourtant jamais eu les découvertes fondamentales. En tant que chercheur, je puis témoigner qu'il est illusoire de vouloir tout programmer, clôturer. On ne saurait prévoir toutes les conséquences d'une recherche. Il est urgent de revenir à l'esprit d'ouverture et de gratuité.

**Cette nouvelle logique est importée de l'entreprise** dont l'objectif n'est pas de comprendre le monde mais de produire. Elle est conforme à la **politique éducative officielle de l'Union européenne** qui s'efforce de diffuser la « culture d'entreprise ». Il ne s'agit malheureusement pas de développer l'esprit d'équipe, l'initiative. L'entreprise qui sert de modèle n'est pas la petite entreprise mais la multinationale qui recherche la maximisation des profits financiers immédiats sans s'occuper des dégâts sociaux et environnementaux. Il s'agit donc pour la Commission européenne de développer le sens de l'opportunité commerciale. Sont diffusées par exemple, au Luxembourg, en Belgique et maintenant en France, des bandes dessinées attractives qui expliquent aux enfants que leur but doit être de fonder une entreprise et de gagner de l'argent. Cela pose la question des lieux d'élaboration de la pensée éducative. La source n'est plus le Ministère de l'Education nationale, lequel n'est plus qu'un relais des lieux quasiment inaccessibles que sont l'O.C.D.E. et la Commission européenne. C'est là qu'a été défini le fameux socle de compétences que l'on a retrouvé dans la loi Fillon de 2005. Si vous voulez aller sur les sites de ces organismes et jeter un coup d'œil par exemple à la rubrique Education et formation 2010, il vous faudra d'abord apprendre à lire la « novlangue managériale » dans laquelle sont désormais rédigés les textes consacrés à l'école. Extraits : « *Quelques individus exceptionnels sont des entrepreneurs nés. Mais une attitude entrepreneuriale peut être suscitée dès l'école chez les jeunes* » (Commission européenne). « *La mondialisation économique, politique et culturelle rend obsolète selon certains l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée qu'on appelle l'école, et avec elle l'enseignant* » (O.C.D.E.).

(suite de l'éditorial de **Nathalie Zanon** en page 2)

**Financement de l'éducation.** Tant que l'éducation était un instrument de la nation, tant qu'elle devait favoriser l'accès des pauvres et des classes moyennes à l'instruction, il était légitime qu'elle soit financée par la collectivité, c'est-à-dire l'impôt. Mais si l'école devient un bien privatif formant l'individu et non plus le citoyen, il revient à cet individu ou à sa famille de financer son éducation. Par cet « *investissement* », il se constitue un « *capital humain* » qui sera dans l'avenir source de revenu pour lui. Dans cette nouvelle logique, le financement doit être de moins en moins public, et de plus en plus privé. Les inquiétudes exprimées par les étudiants français dans leurs dernières grèves, étaient donc tout à fait justifiées. Dans les pays où ce modèle est développé, Grande Bretagne, Etats-Unis, Australie notamment, les droits d'inscription se sont envolés. Au point qu'aujourd'hui aux USA, on assiste à un réveil face à ce qui est devenu une véritable sélection par l'argent au détriment des classes moyennes. Car ce sont les classes moyennes qui en pâtissent le plus: elles ne bénéficient pas de bourses et doivent dépenser des sommes colossales pour payer les études supérieures de leurs enfants, lesquels doivent eux-mêmes s'endetter sur 10 ou 15 ans, et faire des petits boulots dans la grande distribution et la restauration rapide qui profitent de cette aubaine.

Dans la logique de privatisation du financement de l'éducation, les entreprises pourraient elles aussi être mises à contribution. N'ayant pas vocation à être philanthropes, elles ne financeraient évidemment que les formations les plus proches de leurs intérêts, et certainement pas les cours « inutiles » de philosophie ou d'histoire de l'art. C'est pourquoi, sauf projet particulier comme le Conservatoire National des Arts et Métiers, faire de l'école une annexe des entreprises ne saurait être une voie fructueuse, à moins de souhaiter transformer l'appareil éducatif en simple annexe du système productif mondialisé.

**La question est philosophique, morale et politique : quel sens donnons-nous à l'éducation ?** Faut-il aller dans le sens du courant dominant de nos sociétés (qui tendent à réduire nos rapports aux autres à des rapports marchands) et limiter l'éducation à la formation des travailleurs? Mais nos sociétés ne donnent pas les signes d'une bonne santé, ce qui pose pour le moins question sur le bien-fondé de la direction prise... Face aux défis sociaux, géopolitiques, écologiques, ne faut-il pas au contraire, plus que jamais, former des citoyens (citoyens français, citoyens européens, citoyens du monde) conscients de enjeux de l'humanité, prêts à exercer leur intelligence à la transformation du monde? N'est-il pas urgent de sortir du court terme et de former, pas seulement des petits malins à l'esprit commercial, bien calibrés, mais des jeunes ouverts, ayant un esprit de responsabilité vis-à-vis du monde ?

Au coeur des réformes déléteres qui se préparent, où peut-on trouver l'espoir? La société ne va-t-elle pas à son éclatement si l'éducation, au lieu de développer la bienveillance vis-à-vis d'autrui et de construire l'unité, encourage l'individualisme et présente autrui comme quelqu'un à qui je dois vendre quelque chose dans mon intérêt ? L'espoir réside dans la force de rébellion de toute jeunesse. Il reste des jeunes qui refusent d'écouter les sirènes de cette « réussite » individuelle, qui ne se voient pas pour seul avenir une école de commerce, qui se passionnent pour les sciences, pour la littérature, pour la vie.

**Pour aller plus loin :** Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise. Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, éd. La Découverte; Nico Hirt et Bernard Legros, *L'école et la peste publicitaire*, éd. Aden

**Nathalie Zanon**

---

## La mort d'un homme

*Marie Vermillard (Le Monde du 8.4.08). Signalé par Bernard Blavette*

Il y avait du soleil lorsque je suis sortie du RER, j'ai traversé la rue. Le trajet est agréable pour aller au laboratoire de cinéma GTC : on descend l'avenue, on passe le pont sur la Marne, un peu d'eau, de douceur, tout près de Paris.

J'ai été légèrement bousculé par un jeune homme, une allure d'adolescent, il courait comme un fou ; j'ai entendu une voix hurler : « Arrêtez-le ! Police !!! Arrêtez-le. ». Le jeune homme était alors au niveau d'un vieil homme qui l'a laissé passer sans pouvoir réagir. Deux policiers en civil m'ont alors dépassé ; eux aussi couraient comme des dératés.

J'ai vu le jeune homme dévaler l'avenue, les deux policiers derrière lui. Je me suis dit que lorsqu'on est poursuivi on trouve dans son corps toute l'énergie pour aller vite, qu'on est irrattrapable, et pourtant les policiers ne ménageaient pas leur peine.

Je me suis demandé ce qu'il avait fait, agression, trafic de drogue ? Le jeune homme a tourné à gauche avant le pont. Les policiers épuisés ont ralenti. Je me suis dit qu'il avait gagné, leur avait échappé.

Le vieux monsieur est arrivé à mon niveau, il m'a dit « C'est à vous qu'il a volé quelque chose ? ». Il se sentait un peu coupable de ne pas avoir intercepté le jeune homme. J'ai dit que non, que je ne savais pas de quoi il s'agissait.

J'ai regardé à nouveau en bas de l'avenue. Un des policiers montait à l'arrière d'un scooter qu'il paraissait avoir intercepté, le scooter est parti et a disparu dans la direction qu'avait prise le jeune homme. L'autre policier est resté au niveau du pont et regardait dans cette direction .

J'ai descendu l'avenue jusqu'au pont. Le policier était sur le pont lui aussi, il avait une oreillette et regardait l'eau au loin. Je voyais à une centaine de mètres le policier du scooter qui scrutait l'eau et ses environs. J'ai ralenti, moi aussi j'ai regardé, je n'ai rien vu. Je me disais que si le jeune homme était dans l'eau, je le verrais, qu'il n'avait pas eu le temps de traverser à la nage le bras de la rivière.

J'ai pensé qu'il était peut-être parti de l'autre coté ou bien qu'il se cachait quelque part le long de la rive. Le policier, sur le pont, regardait aussi, puis il regardait son collègue, petit sur la rive. Un autre homme avait rejoint le policier au loin. J'ai attendu une minute ou deux, rien ne se passait. Alors j'ai continué ma route en me disant qu'il avait réussi à s'échapper.

Ce soir, je lis sur le Net : « Mort d'un sans-papiers poursuivi par la police. » L'information dit qu'il a 29 ans, est malien, qu'après un contrôle dans le RER il a fui, s'est jeté dans la Marne et a fait un arrêt cardiaque. Il est mort à l'hôpital peu de temps après son admission.

J'ai envie de vomir. La mort d'un homme pour ça ? Cette poursuite démente pour un homme qui court et n'a rien fait ? Pas un criminel, même pas un petit délit de vol à la tire, non, juste un homme qui court parce qu'il n'a pas de papiers et vient mourir dans cette rivière de la banlieue parisienne.

Que se serait-il passé sans cet acharnement, sans ce scooter ? Le policier sur le pont était d'origine étrangère ; qu'est-ce ça lui fait de vivre avec ce moment-là dans la tête, de savoir que cette course acharnée a tué un homme ?

Ces deux policiers si convaincus sont les artisans zélés d'ordres terrifiants. Quelque part en haut, dans la sphère politique, quelqu'un a déclaré une guerre impitoyable à ces hommes et à ces femmes venus de loin pour essayer de vivre ici un peu mieux.

D'autres hommes prennent le relais, décident de stratégies policières, de mesures à prendre pour lancer la chasse à l'homme et l'exclusion du territoire. Au bout de la chaîne, deux policiers courent sans savoir après qui, ni pourquoi, juste parce qu'un jeune homme court et qu'il est présumé sans papiers.

C'est insupportable, et nous le supportons.

## Rakia Kout est partie.

Nicole. Message retransmis par Alain Jacques.

Elle n'a pas pu (ou peut-être pas su) s'opposer à son expulsion. Jusqu'à la dernière minute elle en avait exprimé la volonté, mais les arguments policiers l'ont, semble-t-il, découragée.

Nous étions 12 à l'aéroport avec la famille de Rakia.

Nous avons distribué notre tract aux passagers, peu d'écho de ce côté mais quelques uns nous dit leur désaccord avec ces méthodes.

C'est Rakia, elle-même qui a appelé sa mère pour lui dire qu'elle était dans l'avion et qu'elle n'avait pas résisté, que ces presque 30 jours passés en Centre de rétention l'avaient laminée et qu'elle craignait de ne pas pouvoir supporter un éventuel emprisonnement. Elle est donc partie.

Nous aurons certainement de ses nouvelles. Mais quelle tristesse de voir sa mère et sa soeur en larmes en apprenant son départ.

Si nous n'avons pas pu la faire sortir, au moins avons nous exprimé notre refus de cette politique insupportable des quotas qui déchire des familles et ne tient aucun compte des êtres humains et de leurs aspirations. Nous devons résister, et convaincre autour de nous que tout cela doit changer

---

## L'Etat a des sous pour l'école privée, pas pour le public

Henri Pena-Ruiz  
*philosophe, écrivain, professeur, ancien membre de la commission Stasi  
(texte transmis par M-C Treilhou)*

**Le gouvernement projette de créer un fonds spécial pour subventionner la création d'une cinquantaine de classes d'enseignement privé dans les cités en septembre 2008, dans le cadre du plan espoir banlieues annoncé par Nicolas Sarkozy, le 8 février.** Le secrétaire général de l'enseignement catholique, Eric de Labarre, se frotte les mains. Dans le même temps, plus de 11 000 postes d'enseignants vont être supprimés dans l'enseignement public.

Faut-il également préciser que le rapport de la commission Stasi rappelait l'Etat à ses devoirs en lui demandant de créer des écoles publiques dans les communes qui en sont dépourvues ? Là est la priorité véritable de l'argent public. L'argent payé par des contribuables athées ou agnostiques va donc servir à diffuser la foi, au lieu d'être consacré à la qualité de l'instruction et de l'éducation publiques. Il est vrai que le Président a osé dire que le curé ou le pasteur font mieux que l'instituteur, déconsidérant au passage ceux dont son ministre assure pourtant qu'il faut les entourer de respect.

**C'est une nouvelle provocation.** M. Sarkozy déclarait que la République a besoin de croyants. Il passe à l'acte, en aidant financièrement la religion, tout en dépouillant les services publics des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. Discrimination manifeste : l'intérêt général est sacrifié sur l'autel du particulier. Après la création des franchises médicales, la fragilisation du service public de l'audiovisuel, c'est le tour de l'école. Avec, en soubassement, une idéologie thatchérienne : mettre à mal ce qui est d'intérêt général par la privatisation et privilégier l'intérêt particulier. La santé, la culture et l'instruction publique subissent de plein fouet cette politique. On a bien, là, trois provocations emblématiques qui bafouent simultanément la justice sociale et la laïcité.

En somme, l'Etat est trop pauvre pour ces biens qui sont de tous, croyants et athées réunis, mais se découvre assez riche pour subventionner une religion instrumentalisée, implicitement appelée à prendre en charge, sur le mode de la charité, ce que la République assumait sur le mode de la solidarité. **Il est ainsi porté atteinte à la fois à la religion et à la République.**

**La première est réduite à un opium du peuple** au lieu d'être tenue pour une option spirituelle respectable, qui n'engage que les croyants. **La seconde est amputée du rôle social** qui donne chair et vie aux libertés politiques. Quant au mouvement laïque, il est en mesure, désormais, de méditer sur le triste résultat de l'«accommodement raisonnable» qui conduisit à mettre en veilleuse le principe selon lequel **«l'argent public doit aller à l'école publique».**

**Ce principe avait recueilli onze millions de signatures** lors du serment de Vincennes, en 1960, en protestation contre la loi Debré, qui organisait le financement public des écoles privées. L'éducation et l'instruction ne sont pas une prestation comme une autre, que l'on pourrait déléguer sans dommage à des instances plus soucieuses de profit ou d'endoctrinement que d'émancipation. Force est de constater que les défaites d'hier, et les renoncements qui les ont parfois accompagnées sous prétexte de réalisme, tendent à faire jurisprudence dans la bouche des adversaires déclarés ou cachés de la laïcité. Bien des entorses sont invoquées, par eux, comme des adaptations dans les faits, et passent ainsi pour normales.

Le contournement de la distinction entre culturel et cultuel, par exemple, sert trop souvent à financer les cultes, bafouant ainsi la loi de 1905 et préparant d'éventuelles généralisations antilaïques. Il est grand temps de se réveiller. Les termes hypocrites de toilettage, de laïcité ouverte-positive-inclusive, permettent de noyer le poisson, de fragiliser un peu plus la laïcité. Ceux qui sont décidés à en finir avec ce qu'ils s'obstinent à appeler «l'exception française» n'ont que ce vocabulaire à la bouche. Ce n'est pas être figé ou passéiste que de rappeler la force régulatrice des principes, et dire aux politiques que «trop c'est trop». Toute concession est manifestement interprétée comme une faiblesse, une brèche à élargir. Et qu'on ne parle pas de sectarisme à propos de ceux qui soulignent le danger de telles concessions !

Il est vrai que la nouvelle habitude de l'idéologie dominante est de traiter de conservateurs ceux qui défendent les droits sociaux ou l'émancipation laïque. Ce n'est pas sans émotion que je me souviens du témoignage de Fadela Amara devant la commission Stasi. Oh, chère Fadela, vous nous aviez touchés en disant votre conviction que la laïcité est émancipatrice, notamment pour les femmes, et qu'il est du devoir de la République de la promouvoir. Comment pouvez-vous accepter aujourd'hui que le plan banlieues, au nom de l'urgence sociale, porte atteinte à la laïcité qui vous est chère ? Votre engagement de naguère était clair et net : laïcité et justice sociale allaient de pair. Cela interdisait à la fois la mise à mal des services publics et la mise en cause de la laïcité. Je ne peux imaginer que la vaillante fondatrice de Ni putes ni soumises se réjouisse, en son âme et conscience, de la démarche antilaïque du gouvernement. Devant la gravité de la situation, le mouvement laïque semble retrouver le chemin de l'unité. La protestation monte et s'amplifie. Mais il est important qu'elle s'exprime sur des bases claires. Égalité de traitement des croyants et des athées, finalisation de la puissance publique par le bien de tous, sont indissociables de la liberté de conscience. Et chacun peut bien comprendre, aujourd'hui, qu'il n'y a pas à tenir la laïcité pour secondaire au regard de la justice sociale, ou l'inverse, mais que toutes deux sont solidaires.

Le Président de la République et le gouvernement n'ont pas été mandatés pour bafouer le principe constitutionnel de laïcité. Ils doivent se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps, un million de personnes étaient descendues dans la rue pour le rappeler à qui de droit. <http://www.liberation.fr/rebonds/320095.FR.php>

---

## Encore un petit conte que j'ai entendu

Louise Colimard

"Dans un village, deux garçons sont nés le même jour. L'un est le fils du seigneur, l'autre celui d'un berger. Les années passent, les enfants grandissent.

Un jour, le seigneur emmène son fils au sommet d'une colline et lui dit :

- Regarde ce village, regarde les forêts, les champs, les prés qui l'entourent, regarde cette rivière qui coule, regarde ces troupeaux qui paissent, ces blés qui mûrissent, ces fleurs qui poussent, regarde ces oiseaux qui volent d'une branche à l'autre, ces abeilles qui butinent. Regarde bien. Un jour, tout ceci t'appartiendra.

Le berger emmène son fils au sommet de la même colline et lui dit :

- Regarde! "

## « Le projet européen sera-t-il remis en question » ? », de Samir Amin.

Membre du Conseil international du Forum social mondial et président du Forum mondial des alternatives, Samir Amin est égyptien. Cet article a été publié dans la revue « Utopie Critique » n° 44 (2<sup>e</sup> semestre 2008).

L'auteur introduit le sujet en insistant sur **l'origine essentiellement américaine du projet européen et de son objectif premier** qui, selon lui, a été au lendemain de la seconde guerre mondiale « *de l'atteler [ l'Europe ] définitivement au char des Etats Unis... pour faire face au défi des succès de la révolte des périphéries (pays de l'Est et du Sud) (1).* De là, il fait découler le « **démantèlement de la souveraineté des peuples européens** » qui serait donc une « **stratégie** » délibérément conçue dès le départ : « *L'Union européenne ne souffre pas d'un déficit démocratique* » nous dit-il. « *Elle a été construite pour opérer un transfert systématique et total des pouvoirs des Parlements élus à des bureaucraties / technocraties d'experts prétendus indépendants* ». Et il insiste en précisant que « *les Institutions européennes sont organisées de manière à rendre impossible toute évolution qui restituerait aux peuples européens, ou même au peuple européen s'il existait - ce qui n'est pas le cas - un pouvoir de contrôle réel sur les décisions de Bruxelles* ». Ceci amène l'auteur à affirmer « **c'est la raison pour laquelle je dis que la reconstruction éventuelle d'une autre Europe passe par la déconstruction de celle qui est en place** ». Samir Amin élargit ensuite le sujet à la totalité du monde, opposant l'ensemble de la triade (2), sous leadership américain à « *l'éveil du Sud* », lequel leadership « *trouve son fondement dans la puissance militaire destructive dont seul Washington dispose* ». D'où sa question : « *Peut-on parler de déclin de l'Occident* » (Europe, Etats Unis et Japon) ? Il ne répond pas nettement à cette question mais dénonce « *les illusions d'une Europe qui prétend s'ériger en centre nouveau, égal et autonome dans ses rapports avec les Etats Unis. Une perspective (nous dit-il) que j'ai qualifiée de partage égal du butin* ».

Le problème ainsi posé, l'auteur consacre l'essentiel de son article à développer son idée essentielle « **je ne crois pas que le projet européen soit viable** ». Et il développe trois arguments essentiels à l'appui :

### 1- Le démantèlement des Etats nationaux.

Selon lui « *le projet européen est fort curieux : il s'emploie ... à réduire les marges des politiques économiques nationales sans faire émerger en contrepartie une gouvernance de substitution au niveau de l'Union* », tant et si bien qu' « *il n'y a plus en Europe, ni politique monétaire, ni politique des changes, ni politique budgétaire, ni politique de l'emploi, ni politique industrielle* » ! Après avoir développé chacun de ces points, il insiste sur le fait qu' « *il n'y a plus ni Europe industrielle ni Europe sociale à l'ordre du jour... (l'Europe) s'étant engagée désormais très en avant dans la rupture avec toutes les traditions qui aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles avaient été à l'origine de ses succès* ». Les politiques régionales lui semblent concourir au même but : « *réduire la portée des unités nationales au bénéfice des fidélités régionales* »  
Et il ajoute « *Ce n'est pas le cas des Etats- Unis bien sûr, ni même encore celui des autres Etats du monde...* » d'où il conclut que l'Europe, en l'état actuel des choses, « **fonctionne dans les faits comme la région du monde la plus parfaitement mondialisée au sens le plus brutal du terme... l'Europe est donc en avance sur le reste du monde dans le grand bond en arrière** ».

### 2- L'inexistence d'un système productif européen.

Le constat de l'auteur est parallèle au précédent : « *Le libéralisme bétonné inhérent à ces institutions (européennes) s'emploie à démanteler les systèmes productifs nationaux sans leur substituer la constitution d'un système productif européen intégré* » Il explique par là « **la stagnation relative dans laquelle l'Europe s'est installée par cette forme extrême de l'option libérale** », et dénonce tout particulièrement « *la privatisation et le démantèlement des services publics de grande efficacité en Europe .... (qui) offrent aux Etats Unis, notamment aux fonds de pension, une occasion exceptionnelle d'écrémer les profits* ». Samir Amin qualifie cette situation « *d'absurde* » et cherche à l'expliquer. Selon lui, la raison en est évidente : « **c'était le moyen - le seul possible - pour lui (le grand capital) de briser la force sociale que les travailleurs européens avaient acquis au terme de deux siècles de luttes. L'effondrement du système soviétique offrait cette occasion** ».

### 3- L'alignement de l'Europe sur les positions militaires des Etats Unis.

« *On aurait pu croire (nous dit l'auteur) qu'avec l'effondrement de l'URSS, l'OTAN perdrait sa raison d'être .. La décision qui a été prise est allée exactement en sens inverse : substituer à l'ONU, l'OTAN, désormais responsable de la gestion des politiques internationales* ».

Et il résume ses trois arguments dans cette phrase : « **Le projet tel qu'il est devrait sans doute être qualifié non de projet européen mais de volet européen du projet atlantiste placé sous l'hégémonie des Etats Unis** » !

Samir Amin conclut son article sur ce thème : « *je ne crois donc pas que le projet européen, tant dans sa dimension libérale extrême que dans son alignement sur la géostratégie de Washington soit viable* » et il pose la question de savoir « *comment il sera remis en cause* ».

Sur ce point il fait preuve d'un peu d'optimisme puisqu'il ne croit pas que cette « *servilité* » de l'Europe puisse être durable : « *le déploiement de la logique de l'économie des oligopolés dominants rapproche les Etats Unis et l'Europe, celui de leurs cultures politiques les sépare* » nous dit-il.

Et, après avoir rappelé les parcours historiques différents, à la base de ces différences de cultures politiques des deux puissances, il engage la responsabilité des partis de gauche européens « **La question qui se pose aujourd'hui en Europe est de savoir si l'héritage de la culture politique est appelé à s'effriter, et la gauche à disparaître en tant que porteuse d'un projet post- capitaliste, au bénéfice d'une américanisation en cours... ou si une nouvelle gauche est capable de se cristalliser à la hauteur des défis** ».

Il voit deux conditions à cela :

- que la gauche européenne procède à la critique radicale du discours de l'UE qui « *ringardise* » toute référence à l'héritage de la culture politique européenne, au profit de la « *modernité* », synonyme en fait d'américanisation
- qu'elle pose les bases d'une alternative. : « *Le projet européen peut-il changer de direction ou doit-il pour que cela soit rendu possible passer par la phase de la reconnaissance ouverte de sa faillite* » ?

L'auteur souscrit à certains arguments des uns et des autres : « *On sait que l'argument principal - peut être même exclusif - des défenseurs de gauche de l'Europe, repose sur leur crainte que le rejet du projet européen se traduise par un retour en force des nationalismes... Je partage cette crainte ...* » mais « *Penser pouvoir faire avancer à petits pas une Europe sociale est parfaitement irréaliste. Les formes institutionnelles en place ne permettront jamais plus que des réformes de cosmétique sans portée. Les peuples le savent déjà. La gauche n'en a pas pris la mesure et tiré les conséquences* ».

Mais il ne tranche pas, ne répond pas à sa question, se contentant de nous dire que « *la question reste ouverte* ».

Ce réquisitoire de Samir Amin est sévère et paraîtra peut-être d'un pessimisme excessif à certains. Force est cependant de constater qu'il repose sur une argumentation serrée dont nous connaissons tous les arguments, de longue date. Mais le caractère dérangeant de ce texte ne provient-il pas du fait que l'auteur place essentiellement ce projet européen dans le contexte géopolitique mondial, en faisant ressortir de ce fait la dépendance de l'UE vis à vis des Etats Unis ainsi que la destruction progressive de notre identité européenne (« *cette mutilation que les Etats européens se sont infligée* » nous dit-il) ?

Mais, si l'auteur confie nettement l'éventuelle solution aux forces politiques de gauche, on peut néanmoins regretter qu'il ne nous ouvre pas plus concrètement, une voie.

1 – sur les origines de la construction européenne, voir aussi « Le plan B » n° 13 (Avril-Mai 2008 : en kiosque) intitulé « Le ver était dans le fruit ».

2 La Triade = les Etats Unis, l'Europe et le Japon, c'est à dire les 3 puissances les plus développées à ce jour.

La différence essentielle entre un être humain et un animal, c'est la faculté de penser. Aussi lorsque l'on voit cette pauvre ministre du gouvernement Sarkozy, complètement intoxiquée par le modèle américain et sa barbarie destructrice des valeurs humaines, demander au peuple français de ne plus penser, cela situe le niveau d'effondrement politique et social où nous sommes arrivés.

Le capitalisme fait peser des risques énormes pour l'avenir de l'humanité tant sur le plan de l'Homme que sur celui de la Planète. Nous devons nous remettre en cause ou périr. Le temps du monde fini commence. Seule la sortie rapide de la « surconsommation » limitera les dégâts. Devant la gravité de la situation, les populations doivent être informées. La puissance de l'opinion publique peut infléchir le cours des choses, elle doit se manifester. Arrêtons ces naufrageurs qui nous imposent le profit avant la vie sur toute la planète à travers la finance et l'économie. La croissance qui fut utile à une époque est devenue une machine à accroître les inégalités, faute de partage. Le productivisme et la course au profit à tout prix détruisent la nature et les humains. Un exemple : il y a une cinquantaine d'années, il y avait près de deux tonnes de vers de terre à l'hectare, aujourd'hui à peine cent kilos !!!

La spéculation étend ses ravages dans de nombreux domaines avec une rapacité et une puissance inégalée jusqu'à présent, brisant l'activité économique stable, créant l'insécurité et l'injustice (LBO, fonds de pension ou d'investissement, etc). Le travailleur, producteur des richesses, doit s'effacer au nom de la concurrence libre et non faussée devant la financiarisation de la société.

La démocratie est attaquée de toute part, l'exemple de l'absence de referendum sur le Traité européen, les OGM imposés, ainsi que le vote électronique décrété par Sarkozy en 2003 sont significatifs de la mise à l'écart des citoyens. Nous sommes dans une monarchie élective, une personne avec l'aide de son clan décide du sort de dizaines de millions de citoyens.

La Révolution française nous a donné une très belle devise : Liberté, Egalité, Fraternité, tout le bonheur est là. Qu'en reste-t-il ? Partout où l'idéologie économique est parvenue à s'imposer et à écarter le social, cette devise disparaît. Les marchands ont pris la place des institutions et des cultures populaires. Tout s'achète et tout se vend. Pourtant tout ce qui a de la valeur n'a pas de prix et tout ce qui a un prix n'a pas de valeur. Rien ne nous appartient. Nous arrivons nus et nous partons nus.

Avec la déshumanisation et la soumission à l'entreprise, comment redevenir humain dans un monde ravagé par l'injustice et la pollution ? Précarité, chômage, stress, la violence est partout. Face à la dictature économique, des alternatives existent : bâtir une autre société, avec l'homme au centre ; fixer des limites, stopper le toujours plus ; avec la simplicité volontaire, être heureux autrement, avec moins de marchandises, mais plus d'échanges ; partager équitablement, un revenu universel lié à la personne ; un revenu maximum autorisé ; gratuité du bon usage, renchérissement du mauvais usage ; relocalisation généralisée du travail, de l'alimentaire, etc.

Dans la guerre qui nous est faite, il nous faut résister, faire face et informer l'opinion publique . Continuer à penser et à réfléchir pour agir maintenant pour l'avenir de tous. Que l'espoir et la joie de meurent en nous.

Le vent nous portera.

Nota : l'essentiel des alternatives citées dans l'avant-dernier paragraphe est extrait du livre de Paul Ariès « la décroissance ».

---

## La raréfaction de l'eau est aussi un thème d'investissement que nous avons retenu.

*Epinglé sur le figaro.fr, et transmis par Claire d'Aurélie*

### LE FIGARO.FR Comment se compose votre portefeuille ?

Benjamin Louvet. Notre panier se compose de contrats à terme sur sept produits. Ces contrats permettent de miser sur la performance des matières premières sans supporter les risques inhérents aux actions de sociétés. Le sucre et le maïs sont représentés à hauteur de 18,75% des actifs. Le blé, le soja, l'huile de soja, le colza et le canola, qui est un type de colza génétiquement modifié cultivé exclusivement en Amérique du Nord et en Australie, constituent chacun 12,5% du portefeuille. Prim'Univert était également investi initialement dans un contrat à terme sur l'éthanol. Mais celui-ci n'a jamais vraiment fonctionné, faute de liquidités suffisantes. Les capitaux ont donc été répartis sur le sucre et le maïs, les deux sources de production d'éthanol. L'ensemble de ces pondérations est fixe, notamment pour limiter la volatilité.

### Comment expliquez-vous la hausse actuelle de l'ensemble des matières premières agricoles ?

**Le sucre, le maïs et le blé bénéficient du développement des biocarburants.** La politique dans ce domaine est très active aux Etats-Unis, où 20% de biocarburants devront être incorporés dans les carburants d'ici à 2030. Cette orientation modifie complètement la filière agricole. La demande de maïs destiné à la production d'éthanol a augmenté d'un tiers cette année. Le prix de cette céréale a donc bondi. Les producteurs ont alors choisi de semer davantage de maïs, au détriment du blé. Plus rare, celui-ci est devenu plus cher. Les surfaces cultivées en blé ont donc été accrues, au détriment du soja, dont les cours se sont tendus à leur tour. Les biocarburants sont principalement responsables de la flambée actuelle des cours des matières premières agricoles. Mais cette hausse des prix a été renforcée par de mauvaises conditions climatiques. La sécheresse a sévi en Ukraine, qui est le grenier à grain de l'Europe, mais aussi au Maroc et en Australie, où la production l'an dernier a baissé de 60% par rapport à 2005.

Face à l'inflation sur ces matières premières, des pays parmi les plus gros exportateurs mondiaux ont restreint leur offre. Après la Chine et la Russie, le Kazakhstan a pris cette décision. Ce pays est le cinquième exportateur mondial de blé. Seuls les Etats-Unis et le Canada ont aujourd'hui les capacités nécessaires pour fournir des céréales sur le marché mondial. Il y a donc une situation de pénurie relative à la forte demande. Actuellement, les stocks mondiaux de blé représentent deux mois de consommation mondiale. Les réserves de soja n'excèdent pas un mois. La récolte devrait permettre de réduire ces tensions, si les conditions météorologiques sont normales. En cas d'intempéries ou de nouvelle sécheresse, le blé pourrait valoir 40% à 50% plus cher en 2009.

### Les matières premières agricoles font-elles l'objet de spéculation, après avoir désintéressé les investisseurs pendant quarante ans ?

Les investisseurs sont rationnels. Ils misent quand les prix augmentent, ce qui n'a pas été le cas pendant les dernières décennies. Ils saisissent les tendances de marchés, mais ne les créent pas. Il ne faut pas stigmatiser les méchants spéculateurs. L'inflation sur les denrées alimentaires n'est pas directement liée à la hausse des matières premières, qui ne représentent que 2% à 5% du prix d'une baguette de pain. D'autres profitent de cette flambée des cours.

### Quels sont vos autres thèmes d'investissement ?

Le panier de Prim'Univert permet dans un premier temps de miser sur la croissance de la population mondiale. En s'enrichissant, des pays comme la Chine et l'Inde adoptent de nouvelles attitudes alimentaires, davantage tournée vers les protéines et la viande. La demande de céréales pour l'alimentation du bétail croît fortement. **La raréfaction de l'eau est aussi un thème d'investissement que nous avons retenu.** Depuis les années 1950, la consommation d'eau dans le monde a triplé. La pollution des nappes phréatiques augmente avec la taille des villes. Pour rendre l'eau potable, de coûteuses infrastructures de traitement des eaux usées et de dessalement d'eau de mer sont nécessaires. Le coût élevé de ces équipements va contribuer à l'augmentation du prix de l'eau. Comme 70% de l'eau consommée est utilisée par l'agriculture, notamment pour l'irrigation des cultures, le prix des céréales et des oléagineux devrait aussi progresser.

HYPERLINK"JavaScript:document.mailamifo.submit ();"javascript:document.mailamifo.submit());

## Agenda

15 mai, à 20H30, à Colombes

### Café-débat,

organisé par Le Cercle d'Etudes et d'Initiatives Civiques de Colombes (CEIC) et ATTAC 92  
CEIC 01 42 42 87 26, [gfg@no-log.org](mailto:gfg@no-log.org). ATTAC : 0147811155, [bkervella@orange.fr](mailto:bkervella@orange.fr)

#### « L'individualisme et l'action collective »

par Albert RICHEZ, membre du Conseil scientifique d'ATTAC

Au café-restaurant « FRAIS ET NATURE » 5, place Maurice Chavany,

(c'est la place centrale, au centre-ville. On y entre par la rue du Bournard ou par la rue Saint Denis)

22 mai, à 20 H, à Nanterre

### Conférence-débat :

« L'eau : un bien commun de l'humanité, du mondial au local »

Jean-Luc TOULY, membre du conseil scientifique d'Attac,

Co-auteur du livre : l'eau des multinationales (Fayard 2006)

Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad 92000 Nanterre (métro Nanterre centre-ville)

24 mai, 10-17 h, à Malakoff

### Journée d'échanges et de débats, 10<sup>ème</sup> anniversaire d'ATTAC 92

Maison de la vie associative, 28, rue Victor Hugo à Malakoff

9H 30 -10 H accueil

10 H -10 H30 introduction de la journée : Michel Fenayon, président d'ATTAC 92

10 H 30 -12 H Face à la crise écologique, une activité humaine durable et supportable

Avec Philippe Muhlstein, conseil scientifique d'ATTAC

12 H -12 H 30 Rencontres informelles et déjeuner

13 H30 -15 H Face à la crise économique et financière, une économie au service de l'homme

Avec Frédéric Lordon, enseignant, Institut d'Etudes Politiques Paris

15 H -15H 30 Rencontres informelles, exposition

15 H30 -17 H Face à la crise des valeurs, quelle société, pour quel Homme ?

Avec Christian Lazzeri, professeur des universités et Caroline Fourest, essayiste

29 mai, à 20H 30, à Courbevoie

### Réunion-conférence :

Les médias et leur manipulation

6, rue Adam Leroux Courbevoie

4 juin, à 20 H 30, à Montrouge

### Réunion-débat publique : Désobéissance civile, changements constitutionnels

Avec Bernard Blavette, 7, rue Sadi Carnot, Montrouge

12 juin, à 20 H 30, à Colombes (lieu à préciser)

« Les crises financières » par Dominique Plihon, Président du Conseil Scientifique d'Attac

ATTAC : 0147811155, [bkervella@orange.fr](mailto:bkervella@orange.fr)

19 juin, à 20 H, à Nanterre

### Conférence-débat : « Halte à la concurrence sociale et fiscale en Europe »

Avec Michel Fenayon, président d'ATTAC 92

Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad 92000 Nanterre (métro Nanterre centre-ville)

Consultez le site Internet d'Attac 92 : [www.local.attac.org/attac92](http://www.local.attac.org/attac92)

Jean-Louis Montel, webmestre du site Attac 92

[web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org)

## Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Président d'ATTAC 92 : Michel Fenayon

Secrétaire Général : Marie-Catherine Desaulty.

Secrétaire Général Adjoint : Annik Bolard.

Trésorier : Hubert Guérinet.

Jean-Paul Allétru a été nommé Correspondant Electronique Local (CEL) [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)

## Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) : .....PRENOM : ..... Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : .....Profession : .....

Adresse : .....Code postal : .....Ville : .....Pays : ..... Téléphone fixe : .....

..... Mobile : .....

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) : .....

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel de 0 à 450 € : 12 € de 450 à 900 € : 20 € de 900 à 200 € : 34€ de 1 200 à 1 600 € : 45 €

de 1 600 à 2 300 € : 60 € de 2 300 à 3 000 € : 70 € de 3 000 à 4 000 € : 100 €

au-delà de 4 000 € : 130 €

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60646 Chantilly cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes

Responsable de la publication : Michel Fenayon ([mfenayon@wanadoo.fr](mailto:mfenayon@wanadoo.fr))

N° 22- Mai 2008

6